

Convention collective nationale

IDCC : 7517. – **INGÉNIEURS ET CADRES
D'EXPLOITATIONS AGRICOLES**
(2 avril 1952)

(Etendue par arrêté du 13 octobre 1953,
Journal officiel 28 octobre 1953)

AVENANT N° 40 DU 3 JUIN 2009

NOR : *AGRS0997125M*
IDCC : 7517

Entre :

La fédération nationale de la propriété privée rurale ;
La fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La fédération nationale du bois ;
Les entrepreneurs des territoires ;
L'union nationale des entrepreneurs du paysage,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles (SNCEA) CFE-
CGC ;

La fédération de l'agriculture CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et
des secteurs connexes (FGTA) CGT-FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres
est modifiée comme suit :

L'article 11 est remplacé par le texte suivant :

« Paragraphe 1

Opérations obligatoires

Sur les taux de cotisations définis à l'article 7, un taux de 2 % sur la
tranche de rémunération limitée au plafond des assurances sociales agricoles
(tranche A) est obligatoirement affecté à la couverture d'un régime de
retraite supplémentaire dans les conditions définies à l'annexe I.

La répartition de la cotisation entre l'employeur et le salarié s'effectue dans les conditions définies à l'annexe I.

Paragraphe 2

Opérations facultatives pour l'entreprise

Des taux supplémentaires facultatifs peuvent s'ajouter au taux du régime obligatoire prévu au paragraphe 1 du présent article. La détermination de ces taux supplémentaires et, de manière plus générale, leurs modalités d'application feront l'objet de décisions de l'institution gestionnaire visée au dernier alinéa du présent article.

Paragraphe 3

Opérations facultatives pour le salarié

Les salariés répondant aux définitions des articles 5 et 6 ci-dessus peuvent, en outre, compléter les cotisations définies aux paragraphes 1 et 2 du présent article par des versements individuels et facultatifs, conformément aux dispositions de l'article 111 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003. Les conditions et modalités de mise en œuvre de ces versements feront l'objet de décisions de l'institution gestionnaire désignée ci-dessous, de manière notamment à assurer l'équilibre technique et financier des opérations visées au présent paragraphe.

Les cotisations et versements individuels définis au présent article sont versés à une institution de prévoyance dénommée caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles (CPCEA), agréée par le ministre de l'agriculture par arrêté du 18 juin 1953. Cette institution de prévoyance mettra en œuvre les dispositions prévues à l'annexe I de la présente convention. »

Article 2

L'annexe I de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

L'article 7 est remplacé par le texte suivant :

« Paragraphe 1

Pour l'entreprise

Des taux supplémentaires facultatifs peuvent s'ajouter au taux obligatoire prévu à l'article précédent.

Les modalités de mise en œuvre des opérations collectives facultatives s'effectuent dans le cadre de l'entreprise ou du groupe professionnel.

Paragraphe 2

Pour le salarié

Tous les participants tels que définis à l'article 4 de la présente annexe peuvent effectuer des versements individuels et facultatifs qui seront affectés sur un compte en points ouvert au nom de chaque participant.

Pour l'attribution de ces points de retraite annuels, les versements individuels, nets de frais, sont divisés par la valeur du salaire de référence de l'exercice puis pondérés par un coefficient lié à l'âge du participant au moment de ce versement.

Les points acquis au titre des versements individuels facultatifs ne sont pas pris en compte pour le calcul des points gratuits défini à l'article 11 paragraphe 1, ni dans le calcul de la majoration pour charge de famille définie à l'article 14 paragraphe 2.

Les modalités de mise en œuvre des opérations individuelles facultatives font l'objet de dispositions contractuelles spécifiques établies par l'institution gestionnaire. »

Le 1^{er} paragraphe de l'article 16 est ainsi rédigé :

« Paragraphe 1

Cessation d'activité

La liquidation ne peut être opérée que si les intéressés ont cessé ou cessent toute activité salariée.

La date de cessation d'activité doit être antérieure à la date d'entrée en jouissance des allocations.

En cas de reprise d'activité du participant, postérieurement à la liquidation de ses droits, celui-ci acquiert de nouveaux droits, qui feront l'objet d'une liquidation lors de la cessation de cette nouvelle activité. »

Article 3

L'annexe II de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

L'article 17 est ainsi rédigé :

« Les membres participants en activité ou en situation d'exonération, ouvrent droit à leur décès, au profit de chaque enfant à charge tel que défini à l'article 9 de la présente annexe, au moment du décès, au versement d'une rente. »

L'article 18 est ainsi modifié :

« Le montant annuel de cette rente est calculé forfaitairement sur 5 000 points par enfant à charge tel que défini à l'article 9 de la présente annexe. La valeur du point est revalorisée chaque année par le conseil d'administration. »

Article 4

Ces modifications prennent effet au 1^{er} janvier 2010.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 3 juin 2009.

(Suivent les signatures.)